



S'ENGAGER POUR CHACUN  
AGIR POUR TOUS

## [INTERVIEW] "LE GOUVERNEMENT DOIT S'ENGAGER SUR UNE AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT DES FONCTIONNAIRES"

publié le 10 octobre 2017 à 10h33

**Dans un entretien accordé aux Echos du 10 octobre 2017, Laurent Berger demande au gouvernement de tenir ses engagements vis à vis des fonctionnaires.**



**Pourquoi, alors que le nouvel exécutif n'est installé que depuis six mois, la CFDT se joint-elle aux autres syndicats pour appeler les fonctionnaires à faire grève et à manifester ?**

Le gouvernement ne semble pas avoir pris la mesure du malaise profond qui touche les fonctionnaires et qui est dû à la fois à un problème de sens et de reconnaissance. Les agents souffrent de n'être vus que comme un poids budgétaire et non pas comme une richesse. Il y a un manque de valorisation de leur travail, on l'a vu dans la grande enquête que nous avons faite l'an dernier auprès des salariés du privé et du public. A cela s'ajoute la question de leur pouvoir d'achat, qui est d'ailleurs aussi un élément de reconnaissance.

**Concrètement, que demandez-vous?**

Que l'Etat respecte sa parole et qu'Emmanuel Macron tienne ses engagements.

**C'est-à-dire ?**

Pendant la campagne présidentielle, Emmanuel Macron a promis un gain de pouvoir d'achat pour tous les salariés et agents publics. Or il est aujourd'hui question pour les

fonctionnaires seulement de compenser la hausse de la CSG . Des fonctionnaires, dont il faut rappeler que 45 % sont de catégorie C et touchent le SMIC ou approchant. De surcroît, pour les agents de l'Etat, des collectivités locales et des hôpitaux, on est sur une mesure qui ne concernerait que cette année, alors que dans le privé, le transfert des cotisations chômage sur la CSG va provoquer un gain de pouvoir d'achat sur toute leur carrière.

Par ailleurs, l'Etat doit respecter sa parole. Cela signifie que l'accord sur la revalorisation des carrières négocié avec le précédent gouvernement doit s'appliquer comme prévu. Y compris pour ce qui est de son calendrier, qui doit se poursuivre en 2018. Il faut enfin de vraies négociations salariales triennales. Parmi les dossiers que porte la CFDT, il y a également la mise en place, comme dans le privé, de la participation de l'employeur au financement de la complémentaire santé.

**Vous semblez très remonté. La tenue l'an prochain des élections dans la fonction publique n'y serait-elle pas pour quelque chose?**

Cela fait longtemps que nous alertons sur le mal-être des agents publics et la nécessité de leur apporter la reconnaissance qu'ils méritent. L'an dernier, nous avons même lancé le slogan « Je suis une richesse ». Parce que oui, les fonctionnaires sont une richesse. Et vendredi, nous avons remis à l'Elysée les 10.000 premières pétitions signées par des agents demandant à Emmanuel Macron de respecter ses engagements de campagne et un vrai dialogue social.

**C'est le ministre du Budget qui a en charge en direct les fonctionnaires. Cela vous choque-t-il ?**

Ce n'est pas ça le sujet. D'ailleurs, la CFDT ne demande pas qu'on puisse dépenser sans compter. En revanche, elle considère que la maîtrise budgétaire n'est pas antinomique avec une action publique facteur de cohésion sociale, donc de richesse.

**Gérald Darmanin a décalé au 16 octobre le rendez-vous salarial qui aurait dû se dérouler ce mardi afin de limiter la pression...**

C'est toujours désagréable d'apprendre ce genre de changement de calendrier par les médias, mais si c'est pour venir avec des propositions sérieuses, nous sommes prêts à attendre 6 jours de plus... Le ministre du Budget doit s'engager sur une augmentation de pouvoir d'achat, le respect de l'accord PPCR [sur les carrières, NDLR] et installer un vrai dialogue social à tous les niveaux. Les fonctionnaires en ont marre d'être dirigés par des circulaires et des injonctions contradictoires.

**Vous n'aviez pas été aussi rapides à réagir sous François Hollande, malgré l'absence de geste salarial dans la fonction publique avant 2016... Seriez-vous anti-Macron ?**

Nous ne sommes ni anti ni pro-Macron. La CFDT juge sur pièces. Nous estimons que l'on peut faire de l'efficacité et de l'équité en même temps ; or depuis quelques mois, nous constatons que les arbitrages ne se font pas en faveur de l'équité.

**Vous allez défiler avec les fonctionnaires, mais vous excluez d'appeler à une mobilisation contre la réforme du Code du travail. Et pourtant vous participez**

**ce lundi soir à l'intersyndicale sur le sujet. Vous faites de la figuration pour calmer vos troupes ?**

Il faut arrêter. La CFDT a participé à toutes les intersyndicales qui se sont déroulées en juin, juillet et août sur la réforme du Code du travail , qui se sont d'ailleurs souvent déroulées dans nos locaux. Si elles n'ont pas été rendues publiques, ce n'est pas de notre fait. Donc le rendez-vous de lundi soir s'inscrit dans une continuité, il n'a rien d'exceptionnel. Et la CFDT n'a pas l'habitude de faire de la figuration.

**Il n'y a donc pas deux syndicalismes irréconciliables ? La brouille de la loi El Khomri est effacée ?**

Il y a toujours un clivage entre ceux qui ont décidé de mouiller la chemise pendant l'été pour repousser les mauvaises idées, dont la CFDT mais pas seulement, et ceux qui ne l'ont pas fait. Mais cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord avec le résultat de la concertation. Nous l'avons dit dès le 31 août. Pour autant, il ne faut pas mentir aux salariés en leur faisant croire que l'on peut obtenir le retrait de la réforme du Code du travail. Occupons-nous dès à présent de nous mobiliser sur le terrain, dans les entreprises et auprès des salariés. Mais nous avons d'autres sujets sur la table - assurance-chômage, formation ... - sur lesquels tous les syndicats ont intérêt à discuter ensemble.

Propos recueillis par Leïla de Comarmond